

Revue de presse 2024-02-08

*Il est important de noter qu'il s'agit d'une revue de presse non exhaustive. Le REMDUS priorise l'actualité touchant de près ou de loin les réalités du regroupement et de ses membres. Elle se veut non-partisane. Certains articles pourraient déranger.

Universitaire

La Tribune, « Inscription systématique aux assurances étudiantes : le REMDUS se réjouit du statu quo », 1^{er} février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/02/01/inscription-systematique-aux-assurances-etudiantes-le-remdus-se-rejouit-du-statu-quo-PHH3XXHC2RFUFBPVLX7JAMIPU/>

- Le Regroupement étudiant de maîtrise, diplôme et doctorat de l'Université de Sherbrooke (REMDUS) se réjouit de la recommandation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) de conserver les régimes actuels à adhésion automatique aux assurances étudiantes avec droit de retrait pour les étudiants, tout en invalidant la tentative de réforme.
- Concrètement, les étudiants collégiaux et universitaires voient apparaître des frais d'assurances sur leur facture à la session d'automne et disposent d'environ un mois pour se désister. Une fois contractée, l'assurance est valide pour un an et entraîne une nouvelle cotisation à la session d'hiver. Lors d'un bras de fer entre les associations étudiantes et l'AMF, l'organisme réglementaire réclamait plutôt que les étudiants n'aient plus à s'exclure des assurances, mais qu'ils y adhèrent si elles répondent à leurs besoins.

Le Devoir, « Les universités à la rescousse des enseignants non légalement qualifiés », 3 février 2024, <https://www.ledevoir.com/societe/education/806362/universites-rescousse-enseignants-non-legalement-qualifies>

- Plusieurs universités québécoises ont développé de nouveaux programmes pour répondre aux besoins des enseignants non légalement qualifiés et soutenir le milieu scolaire dans un contexte de pénurie. Certains programmes sont qualifiants, d'autres ont seulement pour objectif de former.

La Presse, « Moins de diplômés universitaires au Québec qu'ailleurs au pays », 5 février 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/education/2024-02-05/moins-de-diplomes-universitaires-au-quebec-qu-ailleurs-au-pays.php>

- L'écart de scolarisation universitaire entre le Québec et l'Ontario a continué de se creuser entre 2016 et 2021, pour atteindre 7,3 points de pourcentage de différence en faveur de l'Ontario. La raison principale de ce décalage croissant ? La forte scolarisation des immigrants, qui sont plus nombreux dans les autres grandes provinces du Canada qu'au Québec.

Le Journal de Montréal, « Les universités réclament une vaste offensive pour le logement : il faudra héberger jusqu'à 13 000 étudiants supplémentaires d'ici 10 ans », 5 février 2024, <https://www.journaldemontreal.com/2024/02/05/les-universites-reclament-une-vaste-offensive-pour-le-logement-etudiant>

- « Il faut admettre que la situation est urgente et préoccupante », affirme d'entrée de jeu Daniel Jutras, président du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) et recteur de l'Université de Montréal.
- D'ici cinq à dix ans, il faudra trouver comment héberger jusqu'à 10 500 étudiants supplémentaires, peut-on lire dans le mémoire du BCI rédigé dans le cadre des consultations prébudgétaires du gouvernement provincial.
- Or, cette estimation se situe dorénavant à 13 000, selon une mise à jour effectuée tout récemment, précise en entrevue M. Jutras.

La Presse, « La ministre Déry contredite par son comité consultatif », 7 février 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/education/2024-02-07/hausse-des-droits-de-scolarite-pour-les-etudiants-canadiens/la-ministre-dery-contredite-par-son-comite-consultatif.php>

- La hausse de 33 % des droits de scolarité payés par les étudiants du reste du Canada qui viennent fréquenter les universités McGill et Concordia « semble peu justifiée et risque de compromettre l'accès à une éducation de qualité et de priver la société de talents potentiels », soutient un comité chargé de conseiller la ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry.
- Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études a diffusé le 19 janvier un « avis défavorable » relativement à la nouvelle tarification adoptée par le gouvernement Legault. Pascale Déry n'a pas rendu public cet avis à ce jour.

La Tribune, « L'UdeS achète des terrains et la résidence de la Congrégation des Missionnaires de Mariannhill », 7 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/02/07/ludes-achete-des-terrains-et-la-residence-de-la-congregation-des-missionnaires-de-mariannhill-5GRJQWZG6FCHFK6ZDNANULO3JE/>

- L'Université de Sherbrooke a fait l'acquisition de trois terrains ainsi que de la résidence de la Congrégation des Missionnaires de Mariannhill situés à proximité du chemin de Sainte-Catherine, à la fin du mois de janvier. Cette acquisition pourrait permettre éventuellement d'ajouter des logements étudiants sur le campus principal, soutient le recteur Pierre Cossette.
- Selon l'acte de vente, la transaction a eu lieu le 25 janvier dernier. L'UdeS a déboursé six millions de dollars pour la résidence Mariannhill ainsi que les terrains. Au total, 91,5 acres deviennent la propriété de l'université.

Noovo, « Le Fonds de recherche du Québec chapeautera les trois grands fonds sectoriels », 7 février 2024, <https://www.noovo.info/nouvelle/le-fonds-de-recherche-du-quebec-chapeautera-les-trois-grands-fonds-sectoriels.html>

- Québec regroupe ses trois grands fonds de recherche, présentement divisés de façon sectorielle, pour créer un seul Fonds de recherche du Québec qui sera désormais sous la férule du ministère de l'Économie et de l'Innovation.
- Un projet de loi en ce sens a été déposé mercredi à l'Assemblée nationale par le ministre titulaire de ce portefeuille, Pierre Fitzgibbon.

Sherbrooke et Estrie

La Tribune, « Démission à la STS : Beaudin et Denault ne se sont toujours pas parlé », 2 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/02/02/demission-a-la-sts-beaudin-et-denault-ne-se-sont-toujours-pas-parle-5X6X3M3TUBCZNKQDATAIHAIXRQ/>

- Jeudi soir, plus d'une semaine après la démission du conseiller Marc Denault à la présidence de la Société de transport de Sherbrooke (STS), la mairesse Évelyn Beaudin n'avait selon elle toujours pas réussi à lui parler. Le vétéran a posé, à son avis, un geste politique impulsif.
- Alors que M. Denault déplore avoir été exclu la semaine dernière d'une rencontre entre la mairesse et la ministre des Transports et de la Mobilité durable, Geneviève Guilbault, les versions sur la trame réelle des événements demeurent contradictoires. La ministre assure n'avoir jamais demandé l'exclusion du président de la STS. Le directeur du cabinet de la mairesse, Steve Roy, a plaidé le malentendu.

La Tribune, « Évelyn Beaudin : « Tu ne peux jamais être prête à être mairesse », 2 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/02/02/evelyn-beaudin-tu-ne-peux-jamais-etre-prete-a-etre-mairesse-BZB53EHMYREKTEXNGWFBVDKI5E/>

- Comment ça va? «Ça dépend des jours», répond d'emblée la mairesse de Sherbrooke Évelyn Beaudin, dans sa première entrevue accordée à un média au retour de trois mois à l'écart de la vie politique. Habituellement d'un aplomb presque inébranlable, la jeune politicienne paraît soudain plus chancelante, voire encore fragile. Blessée, sans doute.

La Tribune, « Vision action Sherbrooke : un nouveau parti politique en création sur la scène municipale », 6 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/02/06/un-nouveau-parti-politique-en-creation-a-sherbrooke-VPGWLAKJUVFMRKR27C7KTK3ZDA/>

- Un nouveau parti politique municipal verra le jour à Sherbrooke. Depuis plusieurs mois, d'anciens militants du Renouveau sherbrookoise (RS) et «plusieurs nouvelles personnes» s'activent pour donner naissance à Vision action

Sherbrooke, dont le nom a été officiellement réservé au Directeur général des élections du Québec (DGEQ) au début du mois de février.

ICI Estrie, « Une conseillère souhaite que Sherbrooke protège mieux les élus victimes des propos haineux », 6 février 2024, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2047501/propos-haineux-catherine-boileau-sherbrooke>

- La conseillère du district de Brompton, Catherine Boileau, propose que Sherbrooke explore la possibilité d'adhérer à une assurance de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) pour mieux protéger les élus qui seraient victimes de propos haineux et de diffamation.
- Selon la conseillère, un élu qui est victime de ce type de paroles ou d'écrits doit présentement déboursier lui-même pour tenter une poursuite.

ICI Estrie, « « Climat de travail difficile » à Sherbrooke : Annie Godbout réclame une médiation », 7 février 2024, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2047556/annie-godbout-cmq-climat-difficile-conseil-politique-elus>

- La conseillère municipale Annie Godbout a déposé un avis de proposition à la séance du conseil de mardi soir afin que la Municipalité fasse appel à un service de médiation externe pour mettre fin au « climat tendu » à l'hôtel de ville.
- Les élus du conseil devront débattre de cette proposition à la prochaine séance du conseil municipal et décider si, oui ou non, ils accepteront la requête de l'élue.

La Tribune, « Éveline Beaudin délègue la présidence du comité exécutif », 6 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/02/06/eveline-beaudin-delegue-la-presidence-du-comite-executif-AYME54Y2HFEJTLN3XADGPEVILM/>

- La mairesse Éveline Beaudin a annoncé mardi qu'elle ne reprendra pas les rôles du comité exécutif, rôle qu'elle combinait à son poste à la mairie avant son absence pour des raisons de santé.
- En route vers un retour complet, la mairesse a choisi de maintenir la conseillère Laure Letarte-Lavoie à la présidence de ce groupe restreint d'élus.

La Tribune, « Letarte-Lavoie remplacera Denault à la STS », 7 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/02/07/letarte-lavoie-remplacera-denault-a-la-sts-C52L4ATJENDDLARHYPTM3UKLZ4/>

- Les nominations rendues nécessaires par la démission du conseiller Marc Denault de son poste de président de la Société de transport de Sherbrooke (STS) ont été entérinées mardi au conseil, plaçant maintenant l'élue Laure Letarte-Lavoie dans ce rôle.
- Elle siégeait déjà au conseil d'administration de la Société, tout comme sa collègue Catherine Boileau, qui prend elle aussi du galon en devenant vice-présidente.

La Tribune, « Sherbrooke se hisse parmi les villes les plus dépensières sur Amazon », 8 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/actualites-locales/sherbrooke/2024/02/08/sherbrooke-se-hisse-parmi-les-villes-les-plus-depensieres-sur-amazon-PEFRC6ORKBD7PHFLAY5JF3ZYI4/>

- Le « réflexe Amazon » est bien ancré à la Ville de Sherbrooke, qui a déboursé environ 85 000 \$ sur Amazon en 21 mois, ce qui en fait la troisième plus dépensière du Québec auprès du géant du commerce en ligne.
- Les achats de matériel informatique constituent une large part de la facture sherbrookoise, ont appris Les Coops de l'information grâce à des données obtenues via la Loi sur l'accès à l'information.

Québec

La Tribune, « Joëlle Boutin a proposé un « accès privilégié » à Pierre Fitzgibbon en 2020 », 1^{er} février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/politique/2024/02/01/joelle-boutin-a-propose-un-acces-privilegie-a-pierre-fitzgibbon-en-2020-CDVAB4KL35DPLBUBEZW6TRKRLQ/>

- « Vous aurez l'opportunité d'avoir un accès privilégié au ministre et de discuter directement de vos préoccupations et de la relance économique avec lui », peut-on lire sur une capture d'écran obtenue par La Presse Canadienne. Il s'agit d'une invitation écrite par l'ancienne députée en novembre 2020 sur le groupe Facebook « Réseautage d'affaires et événements Québec ».
- À la fin du message, l'ancienne élue de Québec précise « que les personnes ayant déjà fait leur contribution maximale pour l'année financière en cours pourront y assister sans frais ».

Le Devoir, « Élections Québec « va trop vite » avec le vote par Internet », 2 février 2024, <https://www.ledevoir.com/politique/806474/democratie-elections-quebec-va-trop-vite-vote-internet>

- Les soupçons d'ingérence chinoise au Canada et des élections présidentielles américaines sous haute surveillance devraient, selon des experts en cybersécurité, inciter Élections Québec à revoir son projet d'introduire le vote par Internet à temps pour les élections municipales de l'automne 2025.
- « C'est la recette parfaite pour un désastre », s'exclame au Devoir l'expert en cybersécurité Patrick Mathieu, fondateur du Hackfest, un sommet québécois sur la cybersécurité. « Il y a beaucoup d'éléments de sécurité qui sont absents de l'appel d'offres. On va trop vite. »

La Presse, « L'appui du front commun à l'entente de principe se maintient », 2 février 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/2024-02-02/l-appui-du-front-commun-a-l-entente-de-principe-se-maintient.php>

- Par exemple, la plus grosse constituante du front commun, soit la CSN, a enregistré à ce jour un appui de 78 % en moyenne en faveur de l'entente, alors que 88 de ses 233 syndicats se sont prononcés.
- La deuxième plus grande constituante du front commun, la CSQ, rapporte que « ça se passe bien », avec un bon taux de participation, alors que plus de la moitié des syndicats ont déjà voté. « Il n'y a pas de grande contestation », y assure-t-on.

La Tribune, « Financement populaire : l'UMQ et la FQM disent non à Legault », 4 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/politique/2024/02/04/financement-populaire-lumq-et-la-fqm-disent-non-a-legault-CRWE CXFPANDM3N4PYW37HZQPXU/>

- Mettre fin au financement populaire des partis politiques comme le suggère François Legault nuirait à la démocratie municipale, selon les présidents des deux grandes associations de municipalités du Québec.
- Le président de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), Martin Damphousse, et son homologue à la tête de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), Jacques Demers, ont réagi à l'idée de renoncer au financement populaire, lancée par le chef caquiste jeudi, et même de changements législatifs en ce sens.

Le Devoir, « Des Québécois descendent dans la rue pour défendre les cessions de bail », 3 février 2024, <https://www.ledevoir.com/societe/806574/quebecois-descendent-rue-defendre-cessions-bail>

- Le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) a organisé samedi, dans l'arrondissement Rosemont–La-Petite-Patrie, à Montréal, une nouvelle manifestation pour défendre le droit des locataires à recourir aux cessions de bail pour limiter l'augmentation des loyers et ainsi que le droit à un logement abordable.
- L'étude du projet de loi 31 par les élus québécois arrive à son terme et la manifestation du jour a des airs de mobilisation de la dernière chance.

Le Devoir, « Survol de l'histoire des femmes noires au Québec », 3 février 2024, <https://www.ledevoir.com/societe/806356/survol-histoire-femmes-noires-quebec>

- Travailleuses de l'ombre engagées dans le milieu communautaire ou figures publiques, de nombreuses femmes noires ont joué un rôle crucial dans la société québécoise au fil du XX^e siècle. Désirée Roach, chercheuse postdoctorale au Centre d'histoire orale et de récits numérisés de l'Université Concordia, nous dévoile leur histoire encore trop méconnue.

La Tribune, « Le DGEQ s'inquiétait déjà de la présence des ministres dans les cocktails », 6 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/politique/2024/02/06/le-dgeq-sinquietait-deja-de-la-presence-des-ministres-dans-les-cocktails-AHJ3VXSLUFYJEE6O6MSU4NN5Q/>

- Dès octobre, le directeur général des élections avait identifié comme potentiel problème la présence des ministres dans les cocktails de financement du parti au gouvernement.
- Le parti au pouvoir à Québec, la Coalition avenir Québec (CAQ), a décidé la semaine passée de renoncer au financement populaire par dons de maximum 100 \$, ou 200 \$ en année électorale.
- Cette décision est survenue en réponse à une série de reportages dans les médias mettant en lumière la façon qu'ont eue certains députés de la CAQ d'inviter des donateurs à assister à un événement payant pour obtenir un accès privilégié à un ministre.

La Presse, « L'étude du projet de loi 31 est complétée », 6 février 2024,

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-02-06/logement/l-etude-du-projet-de-loi-31-est-completee.php>

- Alors que la crise du logement ne cesse de prendre de l'ampleur, l'étude détaillée du projet de loi 31, qui viendra notamment limiter l'utilisation de la cession de bail, s'est terminée mardi. Québec solidaire (QS) a tenté jusqu'à la fin de proposer des amendements, mais en vain.
- Son adoption pourrait se faire au début de semaine prochaine, selon la ministre de l'Habitation, France-Élaine Duranceau.
- Avant l'adoption, il reste l'étape de la prise en considération du rapport de la commission par l'Assemblée.

La Presse, « Des médecins demandent une stratégie nationale pour un air pur », 6 février 2024, [https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2024-02-06/des-](https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2024-02-06/des-medecins-demandent-une-strategie-nationale-pour-un-air-pur.php)

[medecins-demandent-une-strategie-nationale-pour-un-air-pur.php](https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2024-02-06/des-medecins-demandent-une-strategie-nationale-pour-un-air-pur.php)

- L'Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME) publie un « Cadre de référence pour un air sain », et demande une refonte de la gestion gouvernementale de la qualité de l'air.
- L'initiative est soutenue par 14 associations médicales, ordres professionnels, syndicats et autres organisations, dont le Collège des médecins du Québec.

La Presse, « La mairesse Fournier voit haut, Québec dit oui », 7 février 2024,

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-02-07/crise-du-logement/la-mairesse-fournier-voit-haut-quebec-dit-oui.php>

- Le gouvernement Legault veut permettre aux maires de vendre aux promoteurs le droit de bâtir plus haut que le zonage permis en échange d'une compensation destinée au logement à but non lucratif, une idée proposée par la mairesse de Longueuil, Catherine Fournier.
- « J'accueille favorablement la proposition de la mairesse de Longueuil d'accorder une option supplémentaire de compensation en échange de l'utilisation du zonage incitatif », a affirmé la ministre des Affaires municipales Andrée Laforest dans un échange avec *La Presse*.

La Presse, « Le Parti québécois conforte son avance », 6 février 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-02-06/sondage-leger/le-parti-quebecois-conforte-son-avance.php>

- « Le PQ, qui était un parti plus âgé et dépassé et que les gens désertaient aux dernières élections en 2022, maintenant, c'est en train de changer. C'est devenu le parti des francophones. Même des jeunes votent pour le PQ », soutient le président de la firme de sondage, Jean-Marc Léger, en entrevue avec *La Presse*.
- Le Parti québécois obtient 32 % des intentions de vote, contre 25 % pour la Coalition avenir Québec, selon le plus récent sondage Léger en collaboration avec *Le Journal de Montréal* et TVA, réalisé entre le 2 et le 5 février. C'est un point de pourcentage de plus qu'au mois de décembre pour le PQ. La CAQ est restée stable, à 25 %.

La Tribune, « Le Québec fait belle figure pour plusieurs indicateurs du bien-être », 8 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/2024/02/08/le-quebec-fait-belle-figure-pour-plusieurs-indicateurs-du-bien-etre-4E435L6IJCBrKYZMXUAKCHNWU/>

- Avec une proportion de 87 % de sa population de 25 à 54 ans qui travaille, le Québec est en haut du classement des 12 États analysés en ce qui concerne le taux d'emploi.
- La province fait également belle figure, deuxième derrière la Finlande, pour le taux d'emploi des femmes.

La Presse, « Une aide de 622 millions réclamée à Québec pour 2025 », 8 février 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-02-07/transport-collectif/une-aide-de-622-millions-reclamee-a-quebec-pour-2025.php>

- L'Association du transport urbain du Québec (ATUQ) réclame à Québec une aide de 622 millions de dollars pour 2025 « afin de préserver l'offre de service » en transport collectif. L'organisme souhaite aussi signer une entente sur cinq ans d'ici l'automne prochain.
- C'est ce qu'a indiqué l'association représentant les dix sociétés de transport du Québec dans un mémoire transmis mercredi au ministre des Finances, Eric Girard. Ce dernier reçoit actuellement plusieurs rapports de divers organismes dans le cadre des prochaines consultations prébudgétaires.

La Presse, « Québec renouvellera la disposition de dérogation pour cinq années supplémentaires », 7 février 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-02-07/loi-sur-la-laicite-de-l-etat/quebec-renouvellera-la-disposition-de-derogation-pour-cinq-annees-supplementaires.php>

- Le ministre responsable de la Laïcité, Jean-François Roberge, proposera de renouveler l'utilisation de la disposition de dérogation qui avait été invoquée une première fois en juin 2019 au moment d'adopter la loi, a confirmé son bureau à La Presse Canadienne.

- La loi 21 interdit aux employés de l'État en position d'autorité – y compris les enseignants – de porter des signes religieux comme le voile musulman, la kippa juive, le turban sikh et les croix chrétiennes.

Le Devoir, « Le projet de loi Duranceau réveille le spectre de la Commission Charbonneau », 8 février 2024,

<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/806823/projet-loi-duranceau-reveille-spectre-commission-charbonneau>

- En permettant aux villes de faire fi de leur règlement d'urbanisme pour stimuler la construction, le projet de loi 31 en habitation risque d'ouvrir la porte à du « favoritisme » et à de la « corruption », comme celle qui a mené à la commission Charbonneau, jugent des experts.
- « C'est sûr que ça ouvre la porte à la collusion et à la corruption », avance la professeure de droit de l'Université de Montréal (UdeM) Martine Valois, qui a siégé au comité public de suivi des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC).

Le Devoir, « L'écoanxiété au premier plan du Mois de la psychologie », 7 février 2024,

<https://www.ledevoir.com/environnement/806744/mois-psychologie-quand-fevrier-rime-ecoanxiete>

- Chaque année, au mois de février, la psychologie est mise en avant. Pour 2024, c'est le thème de la crise climatique qui a été choisi.

Canada et monde

La Tribune, « L'interdiction d'acheter une maison pour les étrangers prolongée jusqu'en 2027 », 4 février 2024,

<https://www.latribune.ca/actualites/politique/2024/02/04/linterdiction-dacheter-une-maison-pour-les-etrangers-est-prolongee-jusquen-2027-GGKH4NN6VVBIFIMOSCCCU42VNE/>

- Le gouvernement fédéral continuera d'interdire aux ressortissants étrangers d'acheter une maison au Canada pendant encore deux ans, alors que les problèmes d'abordabilité du logement continuent de troubler les villes du pays.
- En vertu de l'interdiction, entrée en vigueur pour la première fois en 2023 et qui devait expirer en 2025, les gens qui n'ont pas la citoyenneté canadienne ou qui ne sont pas des résidents permanents et les entreprises commerciales ne sont pas autorisés à acheter une maison au pays.

Le Devoir, « Sans annonce sur l'assurance médicaments d'ici mars, l'entente libéraux-NPD sera « brisée », 5 février 2024,

<https://www.ledevoir.com/politique/canada/806662/annonce-assurance-medicaments-ici-mars-entente-liberaux-npd-sera-brisee>

- Si les libéraux ne respectent pas la nouvelle échéance de mars consentie par les néodémocrates pour annoncer leur programme d'assurance médicaments universelle, l'entente entre les deux partis politiques sera « brisée », a averti lundi le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jagmeet Singh.
- L'entente conclue par le NPD devant permettre aux libéraux, minoritaires, de garder le pouvoir jusqu'en 2025 prévoit l'appui systématique des troupes de M. Singh dans des votes clés susceptibles de faire tomber le gouvernement. Les votes sur les budgets en font partie.

Le Devoir, « Les taux ne renoueront pas avec leur niveau prépandémique de sitôt, prévient Tiff Macklem », 6 février 2024, <https://www.ledevoir.com/economie/806714/banque-canada-ne-peut-resoudre-crise-logement-dit-tiff-macklem>

- Il n'est pas question de mener une lutte contre l'inflation « timide », souligne Tiff Macklem. En entrevue au Devoir, le gouverneur de la Banque du Canada dit que le temps de la baisse des taux « viendra », mais qu'il est « encore trop tôt » pour s'avancer sur un horizon. Il veut laisser à la politique monétaire le temps de faire son oeuvre — elle qui n'a, jusqu'à maintenant, pas provoqué une situation de « crise ».

La Tribune, « Pierre Poilievre s'oppose aux « inhibiteurs de puberté » pour les enfants transgenres », 7 février 2024, <https://www.latribune.ca/actualites/politique/2024/02/07/pierre-poilievre-soppose-aux-inhibiteurs-de-puberte-pour-les-enfants-transgenres-I6NOZ7GWCZGIJKZA3SCT3AADGY/>

- Le chef conservateur, Pierre Poilievre, a précisé mercredi qu'il était contre l'utilisation d'«inhibiteurs de puberté» chez les enfants.
- Justin Trudeau est immédiatement passé à l'attaque, affirmant que le chef conservateur voulait que le gouvernement supprime les droits des parents et des enfants. Le premier ministre a aussi ajouté que les enfants transgenres sont beaucoup plus susceptibles de tenter de se suicider, et que les gouvernements ne devraient pas proposer de leur supprimer ces options de traitement.

La Presse, « Des libéraux aiment l'idée néo-démocrate d'assemblée citoyenne », 7 février 2024, <https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-02-07/reforme-du-mode-de-scrutin-au-canada/des-liberaux-aiment-l-idee-neo-democrate-d-assemblee-citoyenne.php>

- Des dizaines d'élus libéraux appuient l'idée de ramener sur le tapis le débat sur la réforme du mode de scrutin en créant une assemblée citoyenne, comme le proposaient les néo-démocrates dans une motion qui a toutefois été battue mercredi.



- En plus de compter sur le soutien des bloquistes, les troupes de Jagmeet Singh ont pu avoir l'appui de 40 députés libéraux.